

## L'économie de Mayotte en 2014

### Une situation économique fragile aux évolutions irrégulières

Suite aux changements institutionnels et fiscaux intervenus le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (accès au statut européen de Région ultrapériphérique ou RUP, application de la fiscalité de droit commun dont l'octroi de mer), qui imposent de nouvelles règles, l'économie mahoraise peine à s'adapter et à trouver les leviers qui la conduiraient vers un courant d'affaires plus favorable. Par manque de confiance mais aussi par manque de visibilité à court terme, les entreprises adoptent des comportements attentistes.

Après une dégradation de forte amplitude en début d'année, le climat des affaires enregistre des évolutions irrégulières et plus modestes par la suite. Cette situation contrastée se traduit par la grande volatilité des perspectives d'investissements en lien avec une régression de la commande publique et par l'évolution divergente des indicateurs macroéconomiques. En conséquence, le marché de l'emploi se détériore, l'offre demeurant limitée. En revanche, la consommation des ménages fait preuve de dynamisme, particulièrement au deuxième semestre, dans un contexte de ralentissement de l'inflation.

Hormis le commerce, dont l'activité s'accélère au second semestre, et, dans une moindre mesure, la filière agroalimentaire, la plupart des autres secteurs enregistrent un repli de leurs activités. Ainsi, par exemple, le secteur du BTP est pénalisé par la faiblesse de la commande publique et l'activité touristique peine à reprendre malgré les actions de promotion mises en œuvre.

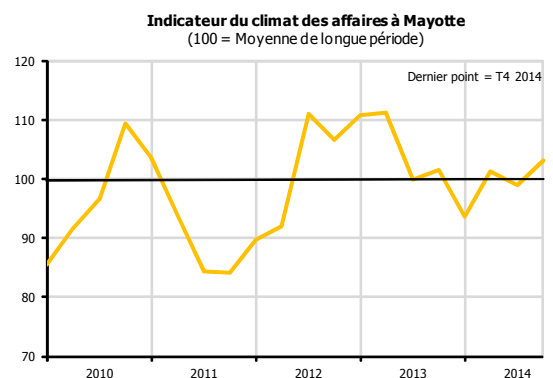
Dans ce contexte aux évolutions irrégulières, le financement de l'économie par le système bancaire reste dynamique, soutenu par la progression des crédits à la consommation et à l'habitat. Par ailleurs, la collecte d'épargne se redresse. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore avec un léger repli du taux de créances douteuses.

### UNE ANNÉE DE TRANSITION

#### Un climat des affaires variable

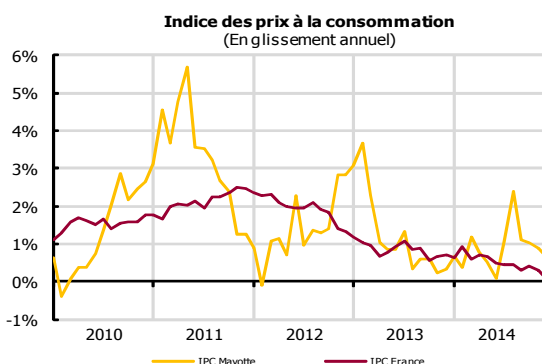
L'Indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une évolution irrégulière tout au long de l'année. Après avoir chuté au deuxième semestre 2013 pour retrouver sa moyenne de longue période, il s'est encore nettement dégradé au premier trimestre 2014. Par la suite, il a alterné progression et diminution d'un trimestre à l'autre pour terminer l'année au-dessus de cette moyenne (+3,2 points).

Cette volatilité de l'ICA souligne les incertitudes et le manque de confiance des chefs d'entreprise en l'évolution de la conjoncture. Elle s'explique à la fois par la faiblesse de l'activité notée par les professionnels et par les difficultés qu'ils éprouvent à s'adapter aux nouvelles règles du jeu économiques imposées par les changements institutionnels et fiscaux.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Ralentissement de l'inflation



Source : INSEE, données mensuelles

L'inflation ralentit à Mayotte en 2014 : l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente en moyenne de 0,9 %, contre 1,3 % en 2013. Elle reste toutefois plus soutenue qu'en France métropolitaine (+0,5 % après +0,9 % en 2013).

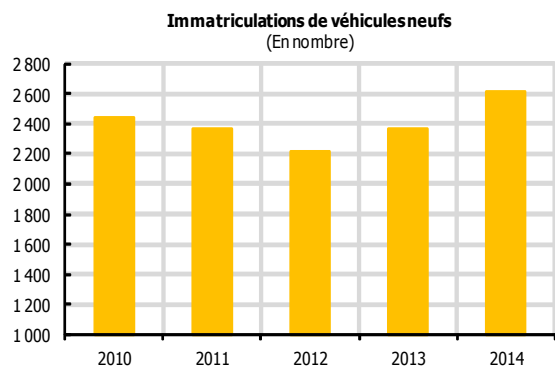
En glissement annuel, l'IPC s'accroît de 0,7 % (contre +0,3 % en 2013). La progression des prix des services et de l'alimentation (+2,4 % en moyenne), qui contribue à l'augmentation générale des prix, est partiellement compensée par le recul des prix des produits manufacturés (-1,5 %) et de l'énergie (-1,4 %).

## Détérioration du marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi augmente fortement en 2014, pour atteindre 10 060 personnes (+51,7 %, données CVS). Cette progression concerne tous les profils, mais plus particulièrement les hommes (+79,4 %) et les jeunes de moins de 25 ans (+75,0 %). Pour les autres catégories, la demande d'emploi augmente de 46,2 % chez les femmes, de 53,3 % chez les personnes âgées de 25 à 49 ans et de 53,0 % pour celles âgées de plus de 50 ans. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi croît de 2,2 %.

Selon l'enquête emploi conduite par l'INSEE, le taux de chômage en 2014 se situe à 19,6 % de la population active, en augmentation de 0,6 point par rapport à 2013. Mayotte compte donc 10 500 chômeurs, soit 1 100 de plus qu'en 2013. Les créations d'emplois, en hausse, sont cependant insuffisantes pour absorber l'arrivée de nouveaux actifs sur le marché du travail.

## Dynamisme de la consommation des ménages



Source : Préfecture de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

Après avoir affiché des signes d'amélioration à fin 2013, la consommation des ménages se redresse dès le premier trimestre 2014 et reste dynamique tout au long de l'année, malgré une progression moins marquée au quatrième trimestre. Dégradée au premier semestre, l'opinion des commerçants sur leur activité s'améliore nettement au second semestre.

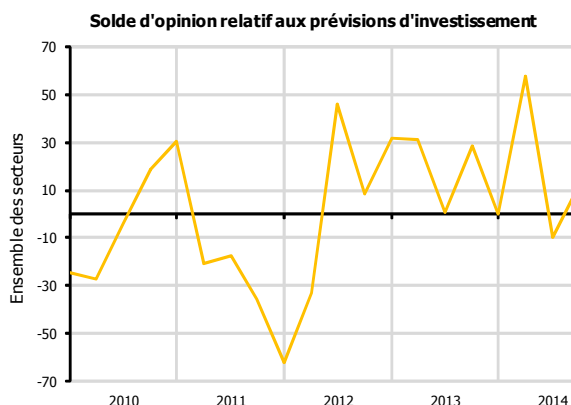
Ainsi, tous les indicateurs suivis progressent de manière importante. Les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants augmentent de 35,2 % et 31,8 % (CVS) respectivement. L'encours bancaire de crédits à la consommation s'accroît de 14,0 %. Enfin, les immatriculations de véhicules neufs affichent une hausse de 10,6 %.

En revanche, l'évolution de la situation financière des ménages est plus contrastée : si le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue (-2,7 %), celui des retraits de cartes bancaires croît de 3,4 %.

## Des perspectives d'investissement volatiles

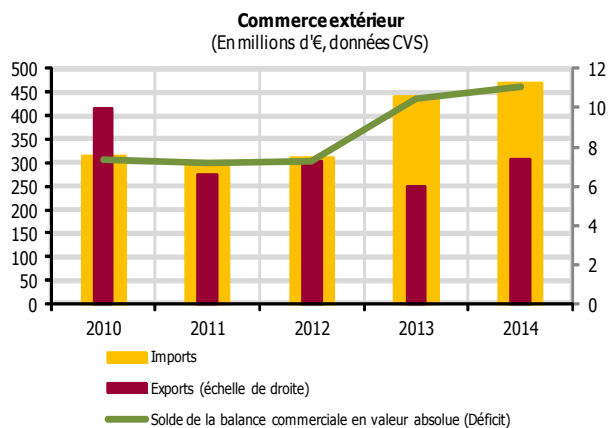
À l'instar de l'ICA, l'investissement des entreprises pâtit des incertitudes et du manque de visibilité des chefs d'entreprise. Ainsi, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement est volatil et subit de nets replis aux premier et troisième trimestres suivis d'augmentations conséquentes aux deuxième et quatrième trimestres. Il demeure positif en fin d'année mais inférieur à son niveau du quatrième trimestre 2013 (-16,8 points).

En 2014, l'investissement est principalement le fait des grandes entreprises qui renouvellent leur outil de production. Ainsi, les importations de biens d'équipements professionnels et de biens intermédiaires augmentent de 8,6 % et de 14,7 %, respectivement. Par ailleurs, l'encours bancaire de crédits à l'investissement s'inscrit en hausse (+4,8 %), tout comme celui des crédits à l'habitat des entreprises (+7,8 %).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

## Nouvelle augmentation des importations



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

La demande intérieure porte les importations qui augmentent de 6,1 %, pour atteindre 468,2 millions d'euros (en données CVS). Les achats de biens destinés aux ménages progressent fortement (+35,2 % pour les biens d'équipement du foyer et +31,8 % pour les produits courants). Une augmentation importante mais plus modérée est également notée pour les importations de biens intermédiaires (+14,7 %) et d'équipements professionnels (+8,6 %).

Les exportations, faibles et irrégulières, s'accroissent de 22,8 %. Elles s'élèvent à 7,4 millions d'euros en 2014. La filière d'exportation est confrontée à une absence de structuration et à une faiblesse de la production locale. Ainsi, les produits exportés de Mayotte sont essentiellement composés de réexportations.

Le déficit de la balance commerciale, structurel, se creuse à nouveau en 2014 et augmente de 5,9 % pour se situer à 460,8 millions d'euros.

# UNE ACTIVITÉ SECTORIELLE MAJORITAIREMENT FAIBLE

## Timide reprise des exportations de produits aquacoles

Le secteur primaire mahorais éprouve toujours des difficultés à développer une activité structurée et compétitive, tant pour la production locale que pour une filière dédiée à l'exportation. Après l'arrêt des exportations d'essence d'ylang-ylang en 2013, dont la filière de production est pénalisée par les difficultés liées au renouvellement des exploitants, on constate un essoufflement du secteur aquacole : 14,5 tonnes de produits aquacoles ont été exportées en 2014, contre 62,8 en 2013, soit une chute de 76,9 %. Depuis le quatrième trimestre 2011, l'activité aquacole n'a pas retrouvé un niveau régulier et soutenu.

La filière avicole, qui importe la quasi-totalité de ses intrants, enregistre également une diminution de son activité : les importations de la filière avicole reculent de 36,7 % sur l'année.

## Bonne orientation de l'activité pour l'industrie agroalimentaire

Le courant d'affaires de l'Industrie agroalimentaire (IAA) est bien orienté en 2014 : il est entretenu par une activité jugée en progrès par les chefs d'entreprise du secteur et des prévisions d'investissement favorables. Les importations de produits des IAA augmentent fortement (+35,9 %). Cependant, les chefs d'entreprise formulent des prévisions pessimistes pour le premier trimestre 2015 quant à l'évolution de leur activité.

## Une activité industrielle mitigée

Dégradée au premier trimestre, l'activité industrielle s'améliore nettement au deuxième pour se stabiliser en fin d'année. Les investissements importants réalisés dans le domaine de l'électricité (pour améliorer le réseau et répondre à la demande énergétique croissante) se poursuivent et continuent de porter le courant d'affaires du secteur.

## Une année au ralenti pour le BTP

Suite au ralentissement de l'activité fin 2013, la situation s'est détériorée dans le BTP en 2014, corroborée par le recul des importations de ciment (-11,3 %). La faiblesse de la commande publique et du nombre de chantiers nouveaux mis en œuvre, les incertitudes sur le devenir du Syndicat mixte d'investissement et d'aménagement de Mayotte (SMIAM), qui a été dissous et qui a interrompu ses activités alors qu'il était un des financeurs importants des marchés publics sur la place, la situation de trésorerie un temps délicate d'un des principaux donneurs d'ordre qui a ralenti ses investissements, les difficultés financières des collectivités locales qui conduisent à un allongement des délais de paiement et à une dégradation des trésoreries, sont autant de facteurs qui obèrent l'activité du secteur. Les professionnels maintiennent une perception très morose de leur volume d'affaires à venir et font état d'une absence de visibilité sur l'évolution de leurs carnets de commande à court terme.

La commande privée semble se relever légèrement au deuxième semestre 2014. Sur un an, l'encours bancaire des crédits à l'habitat des ménages augmente de 7,8 %. Cependant, les projets privés, où les entreprises doivent faire face à la concurrence de l'offre informelle, ne représentent qu'une part limitée de l'activité du BTP.

## Redressement de l'activité du commerce mais repli de celle des services

Bénéficiant du dynamisme de la consommation des ménages, la conjoncture dans le commerce, en repli en début d'année, se retourne favorablement au deuxième semestre. Les commerçants jugent leur activité en amélioration et envisagent d'investir quand bien même ils se préparent également à un arrêt de la progression de leur activité en début d'année 2015.

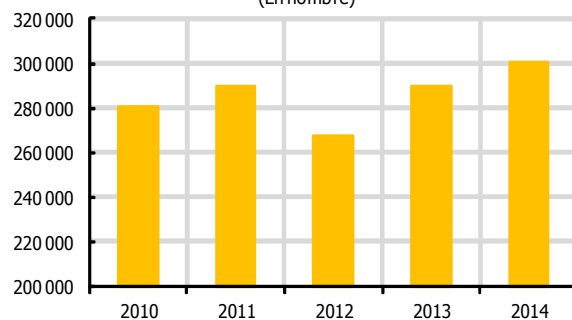
En revanche, dans le secteur des services marchands, les chefs d'entreprise rapportent une activité globalement en recul en 2014, avec une stabilisation en fin d'année à un niveau jugé très bas. Les professionnels du secteur anticipent une situation moins défavorable en début d'année 2015, avec toutefois un volume d'affaires toujours faible.

## L'activité touristique entre efforts de développement et difficultés de reprise

Malgré les difficultés éprouvées depuis 2012, l'activité touristique enregistre quelques signes encourageants. Le trafic aéroportuaire continue de progresser. En 2014, le nombre de passagers augmente de 3,6 % (CVS) et celui des vols de 18,4 %. Pour répondre à cette activité aéroportuaire croissante, une nouvelle aérogare a été inaugurée au mois d'août 2014.

Cependant, les difficultés dans le secteur persistent et l'activité touristique peine à se développer. Outre l'insécurité sur l'île qui complique les conditions d'exercice et de séjour, la croissance du nombre de touristes et de passagers à l'aéroport ne bénéficie pas spécialement au secteur hôtelier, plus de la moitié des touristes étant affinitaires (visite des proches).

Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi  
(En nombre)



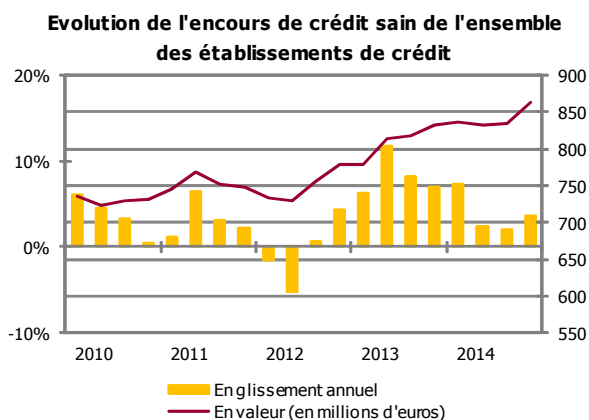
Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

# UNE ACTIVITÉ BANCAIRE BIEN ORIENTÉE

## Forte reprise de la collecte d'épargne

Après un repli de 3,1 % en 2013, les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais enregistrent une forte reprise au cours de l'année 2014 (+12,0 %, soit +49,9 millions d'euros), pour atteindre 466,5 millions d'euros au 31 décembre 2014. Contrairement à 2013 (-12,2 %), les placements liquides ou à court terme croissent fortement (+22,6 %, soit +26,6 millions d'euros) pour s'élever à 166,2 millions d'euros, leur plus haut niveau depuis décembre 2011. L'épargne à long terme et les dépôts à vue progressent également de 10,7 % et 5,7 %, respectivement. Deux agents économiques contribuent particulièrement à l'accroissement de l'épargne : les entreprises (+14,1 %, soit +19,1 millions d'euros) et les ménages (+8,6 %, soit +20,6 millions d'euros).

## Financement dynamique de la consommation et de l'habitat



Source : IEDOM, Surfi

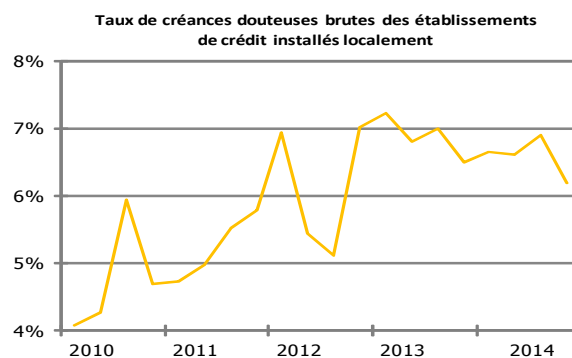
L'encours brut total des crédits consentis à l'économie par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 3,2 % (soit +28,7 millions d'euros) et s'établit à 912,9 millions d'euros à fin 2014 (après +6,7 % en 2013 et +4,7 % en 2012). L'encours de crédits sains s'accroît dans les mêmes proportions (+3,6 %) pour atteindre 869,9 millions d'euros.

En 2014, le financement de l'économie mahoraise est porté par les crédits à la consommation des ménages (+14,0 %, soit +16,3 millions d'euros) et à l'habitat des entreprises (+9,2 %, soit +5,6 millions d'euros) et des ménages (+7,8 %, soit 11,2 millions d'euros).

En revanche, les crédits aux entreprises (hors habitat), moteur de l'activité bancaire en 2013, stagnent (+0,7 %, soit +2,4 millions d'euros). Ainsi, le rythme de croissance des crédits à l'investissement se ralentit nettement (+4,7 %, contre +17,2 % un an auparavant) et les crédits d'exploitation sont en net recul (-42,7 %, soit -15,2 millions d'euros).

## Légère diminution de la sinistralité

Dans la continuité de l'année précédente, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit de la place reculent légèrement (-3,4 %) et s'établissent à 49,0 millions d'euros. La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore ainsi légèrement avec un taux de créances douteuses en repli (6,2 %, soit -0,3 point en un an). Le taux de provisionnement poursuit sa progression (+6,3 points) pour atteindre 45,5 % au 31 décembre 2014.



Source : IEDOM, Surfi

## DES AJUSTEMENTS À POURSUIVRE EN 2015

Ayant accédé la même année au statut de Région ultrapériphérique (RUP) et au système fiscal de droit commun, Mayotte change actuellement de cadre institutionnel, administratif et fiscal et vit une transition majeure qui n'est pas entièrement absorbée en 2014.

Ces changements modifient la structure des recettes des collectivités locales et influencent directement la commande publique qui constitue avec la consommation privée l'un des deux moteurs de l'économie locale. Ainsi, les recettes fiscales de l'année 2015 (sur les revenus et l'activité de 2014) seront appelées de la même façon qu'en Métropole, ce qui va impacter significativement les ressources des collectivités locales, dont la situation financière reste préoccupante. Cela nourrit des inquiétudes quant à la relance de la commande publique et au financement de projets capables de donner un nouvel essor à l'activité du Département. Par ailleurs, la mise en place d'un programme d'investissements sur fonds européens pour la période 2014-2020 reste un défi pour les acteurs économiques mahorais qui doivent concevoir des projets éligibles. Enfin, les orientations et la mise en oeuvre du nouveau Contrat de projet Etat-Région (CPER), défini sur la période 2014-2020, devront être arrêtées. La conjugaison de ces éléments pourrait obérer le redressement significatif de la commande publique en 2015.

Toutefois, dans ce contexte en pleine évolution, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises devraient se maintenir, soutenus par un financement bancaire assez dynamique.

L'année 2015 serait alors celle de la poursuite des ajustements nécessaires aux acteurs économiques, dont le défi imposé est de pouvoir s'adapter rapidement à ces changements afin d'amorcer un cycle économique vertueux à partir des années 2016-2017.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2015 – Dépôt légal : avril 2015 – ISSN 1952-9619